

#159

SEPTEMBRE 2026

LMC



☞ L'été de tous les dangers... ☞

L'ESSENTIEL

Les épisodes caniculaires à répétition de cet été, conjugués à la poursuite des tensions au Proche-Orient, ont sapé les espoirs d'une amélioration de l'activité qui se profilait timidement en 2025 et tout début 2026.

L'accélération de l'inflation liée à la flambée des prix du pétrole, la hausse des taux d'intérêt et le climat de « disette » budgétaire ont conduit l'INSEE à diviser par deux ses perspectives de croissance pour 2026 (à +0,4 %). Dans ce contexte, la conjoncture immobilière fait grise mine.

Eprouvés financièrement, les ménages tendent à reporter leurs projets d'investissement et le marché du neuf patine.

Si les mises en chantier témoignent encore d'une certaine vitalité, les permis de construire, pour leur part, impriment un retournement de tendance. Quant à l'activité dans les travaux publics, elle subit de plein fouet le contrecoup du cycle municipal et le choc sur les coûts. En bout de chaîne, la demande de matériaux souffre et marque le pas, la morosité conjoncturelle s'ajoutant à un déroulement des chantiers perturbé par les vagues de chaleur.

CHIFFRES CLÉS

(MAI-JUIN-JUILLET) /
(FÉVRIER-MARS-AVRIL) 2026 :
L'ACTIVITÉ RECULE DE

-5,8% EN BPE ET DE
-4,2% EN GRANULATS

(données CVS-CJO)

FOCUS

MOIS DE JUILLET DIFFICILE

L'empilement des chocs depuis janvier a fini par casser la trajectoire de redressement de l'activité des matériaux qui se dessinait en 2025 ; conflit iranien, crise pétrolière, aléas climatiques d'une rare intensité (entre excès de pluie en février et excès de chaleur de mai à août) ont mis à rude épreuve les chantiers en cours et à venir. Ainsi, en juillet, même si l'activité extractive s'est stabilisée par rapport à juin, elle est restée 6,3 % en dessous de celle de l'an passé selon les premières estimations de notre enquête mensuelle (données CVS-CJO). Au cours des trois derniers mois, la production a perdu 4,2 % par rapport aux trois mois précédents et 4 % comparé à l'an passé. En cumul, de janvier à juillet, les volumes se replient de 3,1 % sur un an, soit un rythme proche de celui enregistré sur douze mois glissants (-2,8 %). Sans doute plus directement confronté aux effets de la canicule sur les chantiers, le BPE a davantage décroché au cours de l'été. En dépit d'un léger redressement entre juin et juillet (+1,5 %), le niveau des livraisons de juin et de juillet affiche près de 10 % de moins que celui de l'an passé (CVS-CJO). Sur les trois mois de mai à juillet, l'activité béton perd 5,8 % en un trimestre et 8,8 % sur un an. En cumul sur les sept premiers mois de l'année, la production de BPE se contracte de 5,6 % en glissement annuel tandis qu'elle recule de 3,7 % sur douze mois.

Notre indicateur matériaux, quant à lui, a renoué avec la hausse au deuxième trimestre (+1,4 % sur un an) mais, en juin, il a reculé de 2,7 % par rapport à mai et de 1,9 % sur un an (CVS-CJO). Le mouvement de redressement perd en intensité et un début d'inflexion s'engage : si, à la fin du premier semestre, l'activité du panier de matériaux est quasi-stable (+0,2 % sur un an contre +0,6 % à fin mai), sur douze mois glissants, elle recommence à fléchir (-0,2 % contre 0 % à fin mai), une tendance sans doute appelée à se confirmer en juillet.

PERSPECTIVES BÂTIMENT ASSOMBRIES

D'après les enquêtes de conjoncture de l'INSEE et de la Banque de France, l'activité du bâtiment dans le gros-œuvre serait restée stable en août. Le solde d'opinion sur l'activité prévue dans le logement neuf aurait rebondi selon l'INSEE mais il demeure inférieur à sa moyenne de long terme. La Banque de France précise pour sa part que l'activité poursuit sa progression à un rythme équivalent à juillet, mais très en dessous des attentes, notamment dans le gros œuvre, le niveau de carnets de commandes n'augurant pas de rebond dans les tout prochains mois. Pourtant, selon les données du Ministère, les mises en chantier de logements continuent de progresser à un rythme flatteur : bien que partant d'un faible niveau, les surfaces affichaient une hausse de 26 % sur un an en cumul à fin juillet et sur les

Indicateur d'activité des matériaux de construction

(Données CVS-CJO)

	Poids	INDICE MOIS*	VARIATION EN %, EN GLISSEMENT ANNUEL			
		Juin 2026	2025	T1 2026	T2 2026	2026 (p) Cumul 6 mois
GRANULATS	24 %	86,0	0,5	-4,2	-1,8	-2,0
BPE	29 %	68,0	-3,8	-3,7	-2,3	-2,2
TUILES ET BRIQUES	7 %	67,4	-1,3	-3,2	18,8	8,4
PRODUITS EN BÉTON	19 %	75,3	1,0	-0,9	0,7	-1,0
PIERRE DE CONSTRUCTION	1 %	86,4	-1,6	2,4	-3,5	-3,0
TAILLE ET FAÇONNAGE DE PIERRES	3 %	86,1	0,5	-3,8	-7,7	-7,1
CIMENT	13 %	71,9	-4,6	-3,4	1,9	0,9
MORTIERS	5 %	96,8	-1,2	-1,5	2,7	1,9
INDICATEUR MATÉRIAUX	100 %	81,8	-0,7	-2,5	1,4	0,2

* Base 100 = janvier 2021 - données CVS-CJO - (p) provisoire

Nota : L'indicateur matériaux mesure l'activité en volume d'un panier de matériaux (granulats, BPE, produits en béton, ciment, tuiles & briques, pierre de construction et façonnage de pierres, mortiers). L'indicateur est construit sur la base des indices mensuels de chiffre d'affaires de l'INSEE, déflaté de l'IPPI (Indice des Prix de Production et d'Importation) et pondéré par le poids respectif dans le chiffre d'affaires total des produits.

Production de granulats et de béton prêt à l'emploi

(Données CVS-CJO)

% de variation	MAI		JUIN		JUILLET *		3 DERNIERS MOIS		CUMUL JANV. - JUILLET 2026	CUMUL 12 DERNIERS MOIS
	m/m-1	2026/25	m/m-1	2026/25	m/m-1	2026/25	t/(t-1)	t/(t-4)	2026/25	n/(n-1)
GRANULATS	+0,6	+0,6	-5,9	-6,3	+0,4	-6,3	-4,2	-4,0	-3,1	-2,8
BPE	-5,2	-7,2	-4,5	-9,6	+1,5	-9,7	-5,8	-8,8	-5,6	-3,7

trois derniers mois. Toutefois, la dynamique des ouvertures de chantier en m² se modère : elles n'augmentent plus que de 1,7 % par rapport aux trois mois précédents (contre environ +8 % en moyenne depuis janvier, données CVS-CJO). En cumul annuel à fin juillet, 296 131 logements ont été commencés, un chiffre encore près de 17 % inférieur à la moyenne des dix dernières années. Côté non résidentiel, la tendance haussière est nettement plus modérée : à fin juillet et sur douze mois, un peu moins de 21 millions de m² étaient mis en chantier, soit 7,5 % de plus qu'un an plus tôt mais encore 12 % plus bas que la moyenne sur dix ans. Là aussi, le rythme s'émousse, les surfaces de locaux commencées ayant cessé de progresser par rapport à l'an passé sur les trois derniers mois (-0,5 %). Les évolutions des permis sont plus inquiétantes encore : pour les locaux, les surfaces autorisées se replient de 5,7 % en cumul sur douze mois et de 7,4 % sur le trimestre de mai à juillet, en glissement annuel. Quant aux permis logements, le recul s'est amorcé il y a quelques mois. Si le cumul des surfaces de ces douze derniers mois est encore en hausse (+3,2 % sur un an à fin juillet), l'évolution sur le dernier trimestre est baissière (-7,7 % par rapport à l'an passé et -2,4 % au regard des trois mois précédents, CVS-CJO). Cette inflexion, qui s'explique surtout par un repli dans le segment collectif, fait écho à la morosité du marché immobilier neuf. Après une hausse au premier trimestre, les ventes de logements des promoteurs aux particuliers ont de nouveau reculé au deuxième trimestre, de 4,8 % par rapport au trimestre précédent (dont -4,6 % pour les appartements et -7,6 % pour les maisons) et de -2,1 % sur un an. Sur l'année, le marché de la promotion se contracte de 4,3 % avec 65 800 réservations, soit presque moitié moins que la moyenne annuelle des dix dernières années (120 000) ! Et les résultats de l'enquête INSEE menée fin juillet auprès des promoteurs laissent peu d'espoir pour une franche amélioration : si les perspectives de mises en chantier de logements destinés à l'habitat locatif (principalement social) observent un rebond, celles destinées à la vente se

dégradent sensiblement. De même, la proportion de promoteurs envisageant de mettre à l'étude de nouveaux programmes avec les architectes ou les bureaux d'études diminue après deux trimestres de stabilité pour se situer bien deçà de sa moyenne de longue période. Du côté des constructeurs de maisons individuelles, les chiffres publiés par Markemétron confirment un retournement du marché : en juillet, les ventes reculent de 26,5 % sur un an et de 18,7 % sur le trimestre. La dégradation du climat conjoncturel depuis le printemps a pesé sur les ventes et les constructeurs tablent désormais sur moins de 60 000 maisons en 2026. Il est vrai que le contexte économique de la demande n'est pas porteur : le climat anxieux de ces derniers mois (conflit au Moyen-Orient, canicules, incendies, hausse des prix de l'essence, de l'inflation et des taux d'intérêt...) a attisé les incertitudes et l'attentisme des ménages. Et le récent débat sur les orientations budgétaires et fiscales pour 2027 ne va pas apaiser les inquiétudes compte tenu de l'état des comptes publics. Face à une demande de crédits de plus en plus hésitante depuis le printemps, les banques avaient jusqu'ici plutôt choisi de différer les hausses de leurs barèmes ; mais le relèvement des taux d'intérêt par la BCE en septembre (+25 pdb à 2,65 %) et la tension

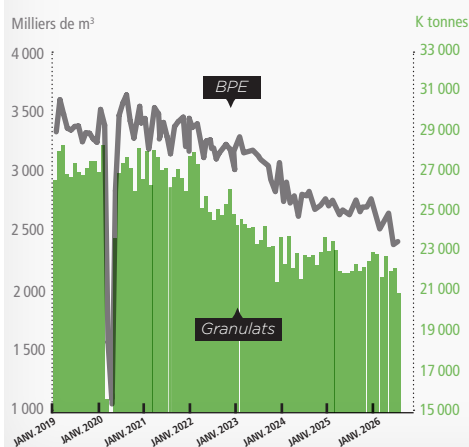
sur les taux longs (+38 pdb de janvier à juillet sur l'OAT à dix ans) devraient à terme se traduire par une augmentation du coût des emprunts immobiliers aux particuliers (3,31 % en août contre 3,19 % en janvier*). Ce contexte général a conduit la Fédération Française du Bâtiment à abaisser ses prévisions pour 2026. Attendue à +6 % en mars, la croissance de l'activité du bâtiment neuf ne serait que de +3,8 % (dont +7,6 % en logement et -0,6 % en non-résidentiel) avant une année 2027 qui s'annonce difficile...

NET REPLI DANS LES TP

Fortes chaleurs et contraction de la demande ont aussi accéléré la dégradation de la conjoncture des travaux publics cet été. Selon la FNTP, l'activité en volume s'est contractée de 7,1 % sur un an au premier semestre et les carnets de commandes continuent de se vider (-23,3 %, données CVS-CJO). En juillet, 56 % des entreprises faisaient face à des contraintes de demande et le solde d'opinion sur les marchés conclus, à son plus bas niveau depuis dix ans, n'augure pas de redressement à court terme. Ce repli des investissements publics et privés est inquiétant, tant pour l'économie que pour les infrastructures de nos territoires... ■

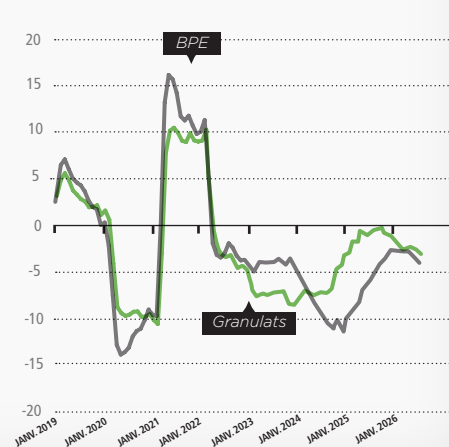
Volume de production granulats et BPE

(données mensuelles - séries CVS-CJO)



Production de granulats et de BPE

(cumul douze mois, variation en % - séries CVS-CJO)



CONTACT

